

Palestine 2011

Jeff Halper

De info@icahd.org le 25.11.2010



Jeff Halper est le directeur du « Comité Israélien Contre les Démolitions de Maisons » (ICAHHD). On peut le joindre à « jeff@icahd.org ». Le « Comité Israélien Contre les Démolitions de Maisons » est basé à Jérusalem et a des antennes au Royaume Uni et aux États-Unis.

Dans mon combat des dernières décennies pour comprendre la dynamique du conflit israélo-palestinien et pour trouver des voies de sortie de ce conflit interminable et absolument inutile, j'ai réussi aux deux tiers. Après de nombreuses années de militantisme et d'analyse, je pense avoir mis le doigt sur le premier tiers de l'équation : **Quel est le problème ?** Ma question, qui a résisté à l'épreuve du temps, et qui reste actuelle, est tellement claire qu'elle a pour réponse... **“évidemment”... que tous les gouvernements israéliens sont déterminés de façon inébranlable à maintenir un contrôle total de la Palestine/Israël de la Méditerranée au Jourdain, fermant la porte à toute solution juste et possible fondée sur la revendication palestinienne à l'autodétermination. Il n'y aura pas de temps de règlement négocié.**

À la seconde partie de l'équation – **comment peut-on apporter une solution au conflit ?** – il est également facile d'apporter une réponse. Je n'ai pas l'intention de m'attaquer à l'énigme d'un état/deux état pour définir la meilleure option. Dans certaines circonstances, les deux pourraient marcher, et il m'est possible aussi de penser à au moins 3 ou 4 autres solutions viables, dont celle que je préfère, une confédération économique du Moyen Orient. Le “think tank” palestinien a publié un ensemble de douze solutions proposées il y a quelques années. Ce que je veux dire, c'est qu'il n'est pas difficile d'identifier les éléments essentiels de toute solution. Ce sont, en bref:

- Une paix juste, réalisable et durable doit inclure les deux peuples qui vivent en Palestine/Israël ;
- Toute solution doit assurer à chaque peuple une expression nationale, pas simplement une formule fondée sur une personne-un vote.
- Elle doit assurer une viabilité économique à toutes les parties ;
- Aucune solution ne marchera qui ne soit fondée sur les droits humains, le droit international et les résolutions des Nations Unies ;
- La question des réfugiés, fondée sur le droit au retour, doit être abordée honnêtement ;
- Une paix réaliste doit concerner l'ensemble de la région ; elle ne peut se limiter seulement à Israël/Palestine ; et
- Une paix juste doit concerner les préoccupations de sécurité de toutes les parties et de tous les pays de la région.

Je suggérerais que ces sept éléments doivent constituer la structure de toute solution juste. Si elles sont toutes prises en compte, un règlement du conflit pourrait prendre diverses formes. Si, cependant, même une seule fait défaut, aucune solution ne marchera, aussi bonne puisse-t-elle paraître sur le papier.

Il reste la troisième partie de l'équation et la plus difficile à traiter : **comment en arriver là ?** En faisant appel à l'analyse linéaire à laquelle nous avons eu recours depuis des années, ce n'est pas possible. Dans ces conditions, nous sommes dans l'impasse d'un "processus" sans issue. Israël ne mettra jamais fin volontairement à son occupation ; au mieux pourrait-il consentir à l'apartheid, mais le confinement permanent des Palestiniens est plutôt ce qu'il a en tête. Compte-tenu des "faits accomplis" massifs qu'Israël a imposés dans les territoires occupés, la communauté internationale n'exercera pas de pressions suffisantes sur Israël pour mettre en œuvre même une solution à deux états (qui laisse à Israël 78% de la Palestine historique, sans aucun droit de retour des réfugiés) ; étant donné le pouvoir de veto à tout processus politique dont jouit le Congrès des États-Unis, enfermé dans une attitude bipartisane (NdT : des Démocrates et des Républicains) inébranlable "pro-Israël", la communauté internationale est incapable d'exercer les pressions nécessaires. Et les Palestiniens, divisés, avec une direction affaiblie, n'ont aucune influence. Ils ne sont même pas dans le jeu. Concernant quelque sorte que ce soit de "processus de paix" rationnel, linéaire, conduit par le gouvernement, nous sommes arrivés à la fin de la route.

Et cependant j'ai confiance que 2011 verra une "rupture" propre à changer la donne et qui va créer un nouvel ensemble de circonstances dans lesquelles une paix juste soit possible. Ce sursaut capable de détruire le modèle en impasse actuel doit venir de l'extérieur du "processus" actuel. Il peut revêtir deux formes. **Le premier facteur de changement possible est déjà envisagé : une déclaration unilatérale par l'Autorité Palestinienne d'un état fondé sur la ligne d'armistice de 1949 (la "ligne verte" de 1967), qui ensuite demanderait à devenir membre des Nations Unies.** Cela, je le crois, forcerait la main à la communauté internationale. La plupart des pays du monde reconnaîtraient un état palestinien – dont beaucoup en Europe – plaçant les États-Unis, la Grande Bretagne, l'Allemagne et d'autres puissances réticentes dans une situation difficile sinon intenable, dont l'isolement et l'irréalisme. Évidemment, une déclaration palestinienne d'indépendance dans ces frontières constituerait un acte unilatéral, mais effectué en accord avec les états membres des Nations Unies, qui ont admis les frontières de 1949/1967 comme la base d'une solution. Elle est aussi conforme à l'initiative de la Feuille de Route conduite par les États-Unis eux-mêmes.

Un tel scénario, bien que possible compte-tenu de l'impasse des négociations, est improbable, au moins parce que les dirigeants de l'Autorité Palestinienne n'ont pas le courage de prendre une initiative aussi audacieuse. **Un second scénario semble plus vraisemblable : en 2011, l'Autorité Palestinienne va soit démissionner soit s'effondrer, rejetant l'occupation dans le giron d'Israël.** Compte-tenu de l'impasse des négociations, je ne vois pas l'Autorité Palestinienne durer même jusqu'au mois d'août, alors que (l'espèce de) Premier Ministre Salem Fayyad attend de la communauté internationale qu'elle donne un état aux Palestiniens. Même si le gel éventuel de 90 jours de la colonisation prend effet, pendant cette période, Nétanyahou ne négociera pas sur les frontières, la seule question qui mérite qu'on en discute. Ou bien, Abbas écœuré au point de démissionner – il peut se montrer faible et docile, mais ce n'est pas un collaborateur – ou bien l'Autorité Palestinienne, après avoir perdu tellement de crédibilité auprès de son propre peuple s'effondre tout simplement et sa chute mettrait un terme définitif à l'actuel "processus".

La fin ou la chute de l'Autorité Palestinienne créerait une situation intolérable et insoutenable. Israël se verrait obligé de reprendre par la force l'ensemble des territoires occupés, et dans l'impossibilité de permettre au Hamas de combler le vide, il devrait le faire de façon violente, peut-être même en réenvahissant Gaza, et d'y exercer une autorité permanente. Avoir à prendre en charge quatre millions de Palestiniens appauvris dépourvus de toute infrastructure économique constituerait un fardeau insupportable (et on peut espérer que la "communauté des donateurs" ne rendrait pas la réoccupation possible en intervenant pour prévenir une "crise humanitaire" comme elle le fait aujourd'hui). Une telle intervention de la part d'Israël enflammerait le monde musulman et entraînerait des protestations massives dans le monde entier, forçant de nouveau la main à la communauté internationale. Vu sous cet angle, les Palestiniens disposent d'une source d'influence énorme : ils sont le passage obligé de toute solution définitive. Jusqu'à ce qu'ils – le peuple palestinien dans son

ensemble et non l'Autorité Palestinienne – déclarent que le conflit est terminé, il n'est pas terminé. Israël et ses anciens amis sont en mesure de rendre la vie insupportable aux Palestiniens, mais ils n'ont pas le pouvoir d'imposer l'apartheid ou le confinement. Nous, les millions de gens qui soutiennent la lutte des Palestiniens dans le monde entier, ne laisserons pas tomber, avant que les Palestiniens nous informent qu'ils sont arrivés à un accord avec lequel ils peuvent vivre. Jusque là, le conflit va demeurer ouvert et perturbera le monde entier.

Si l'un quelconque de ces scénarios se réalisait et si de nouvelles possibilités de paix émergent de la violence et du chaos qui s'en suivrait, la vraie question est : **où serons-nous, les gens qui soutiennent une paix juste, complète, possible et durable ?** Ici en Israël/Palestine, malheureusement, il n'y a aucune discussion sur ce qui pourrait se produire au cours de la prochaine année. Non seulement, nous les membres des mouvements de la paix palestiniens et israéliens n'arrivons pas à fournir l'orientation et l'encadrement nécessaire à nos alliés de la société civile à l'étranger, nous avons tendance à poursuivre "la politique habituelle" déconnectée des processus politiques autour de nous, nous sommes plus réactifs que pro-actifs. Malgré son importance cruciale pour la lutte palestinienne, la campagne BDS se développe et monte en puissance, mais n'est pas accompagnée par des campagnes ciblées, opportunes en vue de prendre une importance politique. Lorsque la flottille de Gaza a été attaquée et qu'Israël était ébranlé par la condamnation internationale, des militants palestiniens et israéliens du monde entier – y compris en Palestine/Israël – auraient du engager des actions vigoureuses. Les parlementaires sympathisants (et les membres du Congrès des États-Unis) du monde entier auraient du être conduits à présenter des projets de loi stipulant que si l'occupation ne prend pas fin dans un délai d'un an, leurs gouvernement mettrait un terme à toute aide militaire à Israël et à tout traitement préférentiel. Ils ne l'auraient peut-être pas emporté mais imaginez le débat public qu'ils auraient suscité à ce moment là. Au lieu de cela, l'occasion politique tourna court.

Nous sommes à l'approche d'une autre occasion de ce genre, et nous avons encore le temps - mais pas beaucoup de temps – pour nous organiser. Des militants et des groupes de la société civile à l'étranger devraient demander à leurs homologues palestiniens et israéliens leur évaluation du moment politique et leurs suggestions sur ce qu'il faudrait faire si l'Autorité Palestinienne s'effondrait entraînant avec elle le "processus de paix". Il faudrait ainsi se consacrer à la façon de transformer la campagne BDS et l'infrastructure de résistance, à créer à partir d'un outil émoussé un autre capable d'une résistance plus ciblée – mobiliser les Églises, les syndicats et les universités, par exemple, et en préparant les politiciens sympathisants à agir quand le moment arrive ? À défaut d'une organisation comme le Congrès National Africain pour nous diriger, nous sommes devant un travail beaucoup plus difficile pour communiquer et coordonner nos actions. Mais nous sommes en contact les uns avec les autres. Le moment politique qui se présente à échéance de quelques semaines ou quelques mois exige notre attention.

La vie dans les territoires occupés est sur le point de devenir encore plus difficile, je pense, mais peut-être approchons-nous du point de rupture. Si c'est le cas, nous devons être là pour les Palestiniens sur tous les fronts : pour les protéger, pour jouer notre rôle en rendant l'occupation intenable, pour résister à la ré-occupation, pour agir en chiens de garde sur les "processus" politiques qui menacent d'imposer l'apartheid en guise de solution à deux états et, en fin de compte, pour assurer qu'une paix juste et durable apparaisse. Comme les tentatives timides et manquées des gouvernements conduisent à l'effondrement, nous devons prendre le relais. 2011 dépend de nous.

Vous pouvez visiter les sites suivants:

www.icahd.org

www.icahtuk.org

www.icahdusa.org